

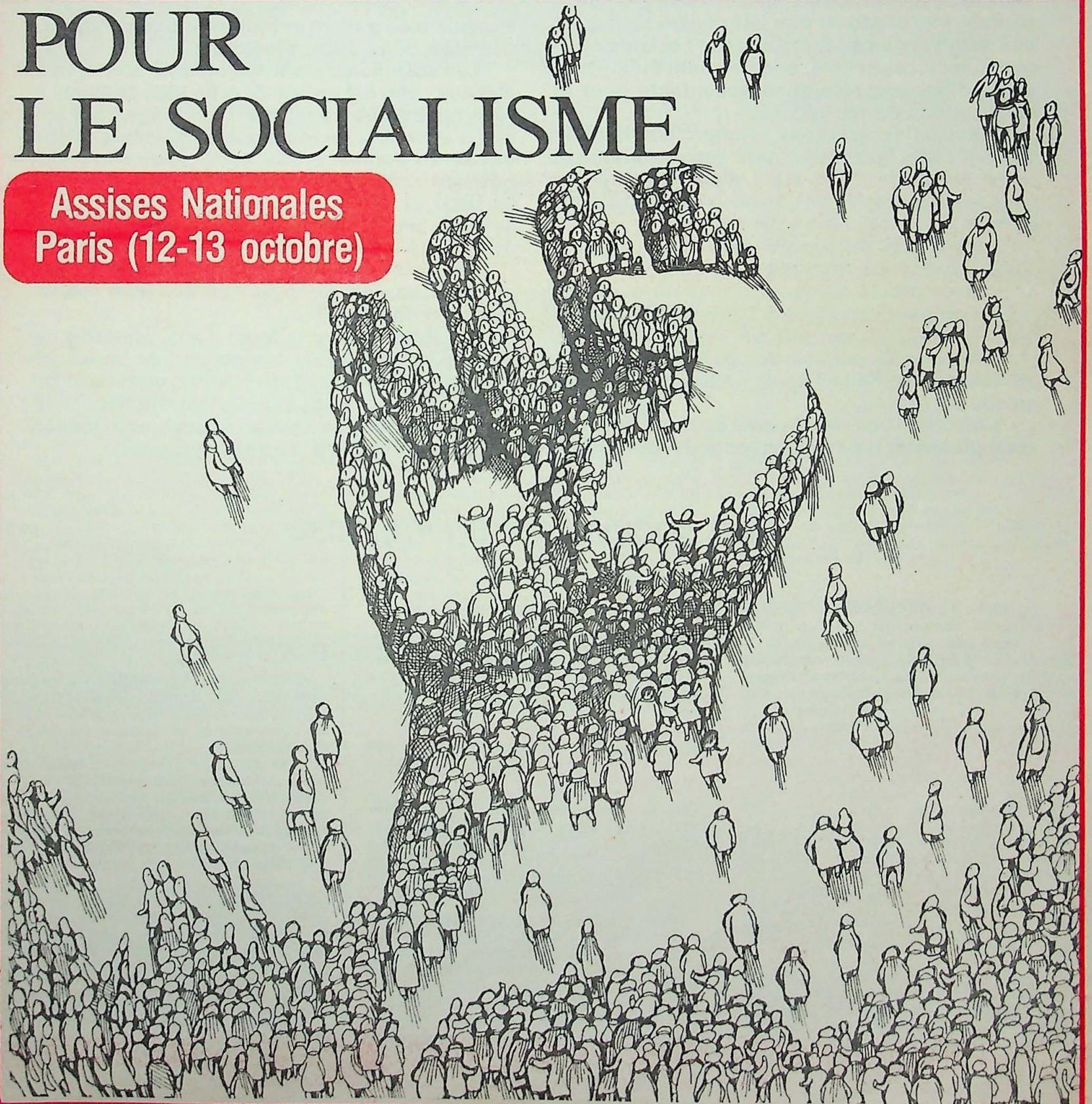
tribune

socialiste



POUR
LE SOCIALISME

Assises Nationales
Paris (12-13 octobre)



1

POUR LE SOCIALISME

Le monde s'interroge. Le capitalisme avait promis une ère indéfinie de progrès. L'inquiétude, pourtant, est devenue la marque de notre époque. La rupture des équilibres naturels, l'accumulation des moyens de destruction, le sous-développement posent à l'humanité le problème de sa propre survie. L'aspiration à un nouvel ordre des choses grandit parmi tous les peuples de la terre. Un monde ancien se disloque, le nouveau cherche à naître.

D'où partira le nouveau cours ?

Des tentatives ont déjà eu lieu : soit parce qu'elles menaçaient l'homme d'une soumission totale à un Etat tout-puissant, soit parce qu'elles n'ont pas su proposer une alternative suffisante aux défaillances économiques et sociales de la croissance capitaliste, elles ne constituent pas aujourd'hui une référence acceptable pour la construction du socialisme.

D'autres expériences se cherchent dans le Tiers-Monde. Elles requièrent notre attention et notre solidarité. Mais c'est d'abord là où il a posé les fondations de son pouvoir que le capitalisme doit être mis en cause.

Il n'y a plus de solution que dans l'audace d'une expérience nouvelle.

Par les atouts qu'elle possède aujourd'hui, la France peut répondre à l'attente. Disposant pour quelque temps encore d'une marge de mobilité dans le jeu figé des puissances dominantes, elle se doit de saisir cette chance avant qu'elle ait tourné.

L'histoire récente de notre pays a manifesté sous plusieurs formes la volonté de son peuple

d'engager la marche sur ce nouveau chemin. Mai 68, c'était l'éclatement spontané de tout un possible longtemps réprimé. Mai 74, la démonstration que l'union politique des forces populaires est là, prête à assumer la responsabilité qui lui incombe.

Le présent est fait des difficultés et des inquiétudes quotidiennes, le budget familial ploie sous la hausse des prix, l'équilibre nerveux s'use de la menace sur l'emploi, de la fatigue du travail, de la longueur des transports, de l'inconfort du logement, la joie de vivre subit l'assaut de la publicité et des marchands de bonheur.

Contre cette réalité quotidienne, l'espoir s'exprime au travers des luttes — économiques, sociales, culturelles, électorales.

Les socialistes n'ont pas inventé la lutte des classes : elle est un fait. Et la lucidité consiste à reconnaître que ce moteur du changement social n'a pas fini de jouer son rôle, même si ses frontières évoluent. Elle seule peut permettre que soit assuré son propre dépassement, dès l'instant, et c'est tout le sens du socialisme, que la conscience des hommes permet d'imposer un cours à l'histoire, plutôt que de la subir.

Ce document veut indiquer le sens d'un projet de société qui répond à l'attente d'un peuple et d'un monde inquiets.

Ce projet n'est pas tout : il a la modestie de celui qui s'appuie sur les acquits du passé, et l'ambition de qui regarde l'avenir, conscient de l'espérance qui s'impatiente. Il sait la nécessité d'une grande force politique qui vienne donner puissance et réalité à ce qu'il propose.

Une société dans l'impasse

Mai 1974 : 13 millions d'hommes et de femmes démontrent que l'union des forces politiques et syndicales de la Gauche constitue la clé de toute transformation de la société. La victoire échappe de peu à la coalition populaire : elle demeure au-

jourd'hui à sa portée. Nous entendons le monter.

Une période historique touche à sa fin. Elle a permis, par une croissance exceptionnelle, une importante amélioration du niveau de vie des populations, mais à quel prix !

seulement sur les conséquences inévitables de la technique, mais aussi sur la volonté d'interdire les relations directes entre les travailleurs.

Cette évolution ne concerne pas seulement le travail du secteur industriel. Elle touche une part croissante des services d'administration, de commerce ou de banque, ou même de l'agriculture.

Vraie depuis longtemps pour les ouvriers, cette affirmation l'est maintenant pour les employés et le devient petit à petit pour les cadres : répétitif, inintéressant, le travail ne fournit pas l'occasion d'un enrichissement ou d'un épanouissement personnel. La production s'est dissociée de la création.

Une autre conséquence de cette concentration capitaliste est le bouleversement de l'ensemble de la vie économique et sociale : des régions entières se vident, des villages disparaissent, des petites villes périclitent. A leur place, une concentration urbaine sauvage, un habitat cher et surpeuplé et tout ce qui en découle : ennui, délinquance, promiscuité, transports longs et fatiguants, vie quotidienne sans attraits.

Le prix de la croissance

En France :

La croissance du capital dans notre pays a eu des conséquences majeures : elle a entraîné un changement important dans les conditions du travail salarié et provoqué une importante concentration économique et financière et un bouleversement de l'ensemble des conditions de la vie économique et sociale.

Dans les entreprises petites ou moyennes les conditions de travail étaient et sont encore souvent très dures, et la répression antisyndicale sévère. Le passage à l'économie de grandes unités de production peut donner l'im-

pression d'une amélioration de ces conditions : et il est vrai que les gains de productivité réalisés grâce au progrès technique, que l'efficacité croissante de la pression syndicale, ont permis aux travailleurs d'améliorer sensiblement leur niveau de vie.

Mais les conséquences de ce progrès technique, utilisé aux seules fins du profit, sont lourdes pour les travailleurs : par l'augmentation des cadences, par la parcellisation des tâches, le travail est en fait devenu plus pénible. Ce n'est pas un hasard : on sait aujourd'hui que le taylorisme et toute l'organisation du travail qui en découle ne reposent pas

De même, la liberté d'opinion est petit à petit grignotée, étouffée. Les grands quotidiens régionaux étendent leur monopole sur des régions entières, et la presse locale meurt un peu plus chaque jour. Rares sont aujourd'hui les moyens d'information, qu'il s'agisse de la presse écrite, de la radio ou de la télévision, capables de résister au contrôle de l'argent ou à la pression de l'Etat. D'une façon générale, cette concentration est le support d'une mise en condition des aspirations des individus et se cache derrière le mirage d'une « société de consommation » où tout serait à la portée de tous...

Dans le monde :

Au niveau international, le prix de la croissance occidentale est plus lourd encore. La concentration du capital s'exerce à travers le développement d'entreprises multinationales, dont la puissance financière est supérieure à celle de nombreux Etats.

De surcroît, la fortune du capitalisme occidental s'est faite sur la base d'une exploitation brutale d'une autre partie du monde. C'est par une mystification du langage que les rapports entre le Tiers-Monde et les pays capitalistes industrialisés sont appelés « libre échange ». La vérité est : échange inégal, impérialisme,

néo-colonialisme. Grâce aux mouvements et aux révoltes populaires de nombreux pays colonisés ont accédé à l'indépendance. Mais ont succédé dans bien des cas des régimes locaux contrôlés par l'impérialisme, qui le déchargent le plus souvent de son rôle de police en préservant ses sources de profit.

L'histoire du capitalisme est traversée de nombreuses crises. Il les a surmontées en se modifiant, tout en conservant sa logique essentielle. Notamment sous la poussée des luttes sociales, le capitalisme est constamment obligé de déplacer le lieu des contradictions qu'il secrète, par une sorte de fuite en avant qui ne lui permet pas de les régler sans en faire naître d'autres. La contradiction fondamentale demeure, qui est l'opposition d'intérêts entre une minorité qui domine la vie sociale et l'immense majorité des hommes, exploités et dominés. Ainsi l'histoire du mouvement ouvrier est jalonné de victoires partielles, souvent importantes, mais jamais encore décisives. Les analyses qui annoncent constamment la fin prochaine du capitalisme, son effondrement inéluctable, nous sont étrangères. Le catastrophisme a toujours été le support de pratiques tantôt démobilisatrices, tantôt exaltées, empêchant de situer les véritables enjeux.

Aujourd'hui, l'inflation

La crise actuelle est d'une nature particulière. Il ne s'agit plus, comme dans le passé, d'une phase de surproduction mettant des millions d'hommes au chômage et stérilisant de grandes quantités d'outillages. Tous les aspects de la vie sociale sont touchés. Les relations économiques internationales sont menacées. Des masses de capitaux flottants et spéculatifs se portent d'un bout à l'autre de la planète, disloquant le système des paiements internationaux.

L'inflation est devenue un phénomène inhérent au système, accepté et même voulu par lui dans certaines limites. Les gains de productivité sont très importants, mais jamais l'augmentation des prix n'a été aussi forte. Contrairement à ce que prétendent les classes dirigeantes, ce ne sont pas les hausses des salaires arrachées par les travailleurs qui sont à l'origine de cette situation, mais bien les mécanismes d'exploitation sur lesquels repose le pouvoir de ces classes. La rentabilité du capital tend à s'abaisser par l'effet d'immobilisations toujours croissantes. Pour compenser cette baisse et maintenir leurs marges de profit les entreprises manipulent les prix afin d'autofinancer l'essentiel de leurs investissements et accaparer ainsi les gains de productivité dus au travail de tous. A cela s'ajoutent les effets de l'inégalité des revenus.

Le capitalisme affaibli recourt à l'inflation comme mode de répartition des fruits du travail.

La présentation de l'inflation comme un « mal en soi qui frappe tout le monde » est trompeuse. Elle est la parade trouvée aujourd'hui par les entreprises dominantes pour poursuivre leur politique constante : accumuler du capital et dévaloriser la force de travail. C'est un moyen pour répondre à la crise présente de la société capitaliste, gérer ses conflits en les anesthésiant, et tenter, en les noyant, de compenser les hausses légitimes des matières premières.

L'inflation incite enfin à se réfugier dans la consommation, seul exutoire à un besoin d'exister qui ne peut se satisfaire ni du travail industriel ni de la vie urbaine actuelle. Le capitalisme a encore trouvé là un moyen de se perpétuer et d'assurer son profit.

Mais c'est un moyen qui n'est pas sans danger pour lui. L'inflation met en cause le niveau de vie et contredit l'idée d'un progrès social continu garanti par le système : elle est donc génératrice de conflits sociaux (travailleurs, paysans, PME). De plus, les structures sociales et les habitudes de consommation la rendent difficile à maîtriser. L'inflation n'est donc que l'expression de déséquilibres sociaux plus généraux.

Des déséquilibres nouveaux

Le problème de l'énergie et la menace de pénurie des ressources non renouvelables servent, aux défenseurs du système, à expliquer les difficultés auxquelles il se heurte aujourd'hui. Il est vrai que certaines ressources naturelles ne sont pas inépuisables. Il est vrai que des problèmes sérieux ont récemment surgi, notamment dans le domaine de l'énergie.

Mais la politique du capitalisme international — et en particulier des grandes compagnies pétrolières — porte aussi la principale responsabilité de cette situation. De même cette politique a retardé la mise en application des mesures capables de compenser la rarefaction prévisible de certaines matières premières. Problèmes d'autant plus graves qu'ils

se situent dans le contexte de la poussée démographique mondiale.

Dans le monde

Le capitalisme international cherche à mettre à profit une situation qu'il a contribué à créer, non pas pour freiner la croissance et réduire la consommation globale, mais pour redistribuer les pôles de cette consommation. Les nations riches qui forment le « centre » économique du monde exportent certaines industries vers certains pays de la « périphérie ». On connaît alors dans le Tiers-Monde des zones de développement relatif, des zones de sous-développement relatif et des zones de sous-développement accentué. Les

inégalités s'approfondissent, mais elles sont différemment réparties. Dans le même temps, les oppositions d'intérêts entre les U.S.A., les pays capitalistes européens et le Japon vont en s'accroissant.

En France

A l'échelle de notre pays, l'écart se creuse aussi toujours plus entre « pôles de développement » et zones économiquement sacrifiées. Les paysans chassés de la terre, ou tenus sur leurs terres par les firmes agro-alimentaires et l'endettement permanent, constituent une main-d'œuvre disponible à bon marché. De même, les petits commerçants transformés en gérant-salariés.

L'extension des mécanismes de sous-traitance facilite la généralisation des rapports de production capitaliste pour accroître le profit des grandes entreprises. La concentration capitaliste est accélérée par les restrictions de crédit qui frappent principalement les PME sans considération de leur utilité sociale.

Paradoxalement, au moment même où se développe l'internationalisation du capital, les Etats nationaux sont appelés à jouer un nouveau rôle : c'est à eux que revient d'éviter que les conséquences des mutations économiques ne conduisent à une crise sociale grave. Ils constituent aussi une instance d'arbitrage des intérêts économiques entre les fractions rivales de la classe dominante, sans avoir pour autant les moyens de la décision économique majeure, qui relève de plus en plus des sociétés multinationales.

Une crise de société

Dans la société capitaliste, l'étalon auquel se réfère tout produit n'est pas le besoin, mais l'argent. L'objet n'est plus que marchandise. Tout s'ordonne autour de la manipulation de la consommation, et le marché s'étend à toutes les sphères de la vie : du logement au loisir jusqu'à la sexualité, en passant par l'espace, le soleil, l'eau... Il n'y a plus de zone préservée.

A cette progression envahissante des échanges marchands correspond un appauvrissement croissant des rapports entre les hommes.

Plus que jamais les foules sont solitaires et l'homme éclaté, divisé. A la division du travail dans l'entreprise s'ajoute celle de l'espace (ville / campagne, habitat / travail, etc...), celle du temps, celle des activités. La croissance urbaine matérialise sur le terrain la division entre les couches sociales, en même temps qu'elle fait éclater l'individu : travailleur-acheteur-consommateur-homme de loisirs-père ou mère de famille, etc...

Quelle croissance ?

Cette idéologie de la croissance se trouve d'ailleurs aujourd'hui remise en cause. Certains experts ont souligné les dangers d'une progression trop rapide de la consommation des ressources disponibles. Ils en ont tiré la leçon qu'il faut bloquer la production, imposer dans tous les domaines ce qu'ils ont appelé « la croissance zéro ».

Cette notion à la mode mérite d'être étudiée. Que signifie-t-elle ? Il s'agit en fait de limiter l'effort industriel à un bas niveau pour mettre fin au gaspillage et préserver ce qu'il reste des réserves naturelles. Mais une telle politique reviendrait à perpétuer les mécanismes qui font naître les inégalités : elle est à ce titre inacceptable.

Aussi entendons-nous apporter une autre réponse : en substituant à cette notion de croissance, de nature essentiellement économique, la notion de développement qui comporte, elle, de multiples dimensions touchant à l'éducation, à la culture, à l'environnement, la santé, au loisir, à la responsabilité

et aussi, bien sûr à la science, la technique, la productivité. Il s'agit donc moins de limiter la production que de produire autrement, autre chose, et dans d'autres buts.

Des contestations nouvelles

Le système se heurte à la résistance, à la contestation, à la révolte. Loin de s'atténuer, la lutte des classes prend une nouvelle ampleur, trouve de nouvelles expressions.

Face à l'exploitation de la force du travail — qui reste la base du système capitaliste — les revendications premières demeurent, qui portent sur l'augmentation du niveau de vie et la réduction du temps de travail.

Mais on en voit surgir d'autres, qui s'attaquent directement à l'organisation capitaliste du travail, remettent en cause les rapports hiérarchiques, imposent l'exigence du contrôle des travailleurs. Les exemples sont multiples, dans l'entreprise (du Joint Français à Rateau, en passant par Thionville, Péchiney-Noguères et bien sûr Lip) mais aussi en dehors du terrain de la production. Etat, Eglises, Armée, Ecole, aucune des valeurs, aucune des institutions ne sont aujourd'hui épargnées.

Les femmes prennent conscience de leur sujétion et exigent leurs droits élémentaires. La famille est remise en question. Les prisonniers se révoltent contre la condition pénitentiaire. Des quartiers s'animent sous l'impulsion de comités locaux. Des minorités culturelles ou régionales revendiquent leur droit à l'existence. Les travailleurs immigrés défendent de plus en plus fermement leurs propres intérêts. On pourrait multiplier les exemples : tout bouge, tout bouillonne.

De même dans les entreprises un nombre croissant de salariés manifestent leur volonté de participer à la conduite des luttes.

Face à cette effervescence, le capitalisme tente d'apporter des réponses, quand il ne peut plus se contenter de réprimer.

Mais les changements partiels que l'on tente d'introduire dans certaines entreprises : « direction participative par objectif », management, ateliers autonomes, élargissement et enrichissement des tâches, resteront illusoirs parce que le contrôle des travailleurs ne

s'exerce pas sur les décisions fondamentales de l'entreprise.

Hors de la production, il peut arriver que le capital utilise des contestations nouvelles pour ouvrir de nouveaux champs aux rapports marchands.

Mais la récupération ne peut être que partielle. Le capitalisme atteint vite ses limites en ce domaine, puisqu'est posé le problème de la démocratie : la volonté des travailleurs est de définir eux-mêmes les changements auxquels ils aspirent.

Encore faut-il que les contestations diverses trouvent à s'unifier dans un projet global de transformation. C'est sur cette dynamique et cette aspiration à « changer la vie » que les socialistes entendent s'appuyer pour réaliser un projet de société.

Des luttes sociales au combat politique

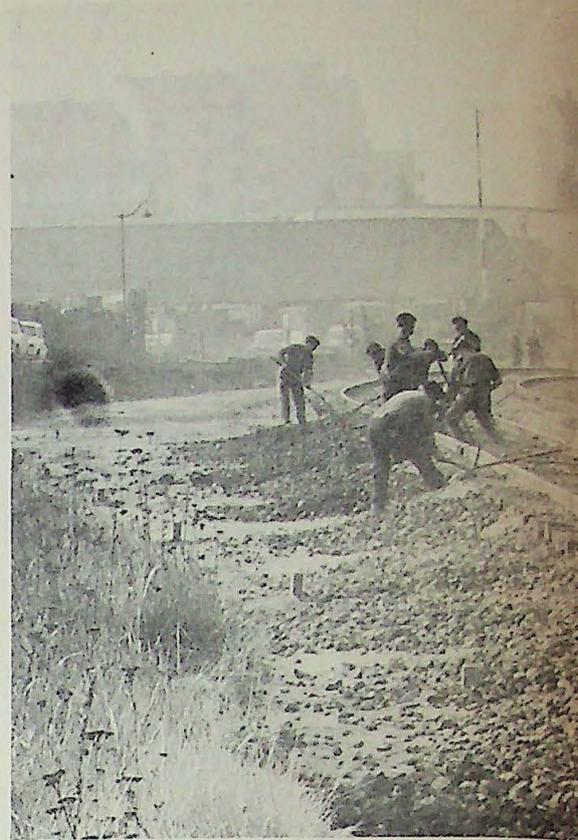
En effet, toutes ces luttes ne constituent pas en elles-mêmes un danger pour le système capitaliste, toujours capable de faire face à des luttes ponctuelles ou de les récupérer, et souvent à même de réaliser les adaptations indispensables. L'exemple de Mai 68 montre qu'une mobilisation de masse, aussi importante soit-elle, trouve ses limites si elle est privée d'un débouché politique.

L'unification de ces luttes ne peut se faire spontanément : leur diversité et leur aspect catégoriel ou corporatif reflète la division du travail imposée par le système.

Il est indispensable de surmonter les oppositions ainsi créées entre catégories de travailleurs.

Pour lever ces contradictions, pour réussir cette unification, il n'est qu'un moyen : l'insertion de toutes ces luttes, y compris électorales, de toutes ces aspirations, dans un combat politique global qui vise la conquête de l'Etat, sa transformation et, à terme, le renversement du pouvoir de la classe dominante.

Les programmes des différentes formations de la gauche, le programme commun de



Mobiliser tous les exploités du système.

gouvernement, indiquent la direction où il faut s'engager pour aller vers une société différente. Il appartient maintenant aux socialistes de définir d'une façon encore plus précise les objectifs, la logique et le mode de développement de la société à construire.

Cette définition est indispensable, si nous voulons rallier ceux qui hésitent encore, ceux qu'effraient certaines expériences entreprises au nom du socialisme et qui ne sauraient être convaincus par l'expression de certaines utopies récentes. Il ne suffit pas de prendre des distances à l'égard des unes et des autres. Il faut au contraire montrer que des enseignements ont été tirés de celles-là, et que de celles-ci ont été retenus les aspects positifs.

Le socialisme à l'ordre du jour

Un but lointain clairement défini, mais trop de flou quant aux périodes intermédiaires nécessaires pour l'atteindre : tel est pendant longtemps apparu le projet socialiste.

Le but lointain : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la disparition du salariat, c'est-à-dire une société où sera abolie la division entre tâches de direction et tâches d'exécution, entre travail manuel et travail intellectuel ; où la diversité des talents ne sera plus hiérarchie des talents ; où s'effaceront les rapports marchands ; où le calcul monétaire fera place à un calcul social fondé sur la quantité de travail dépensé ; où enfin l'Etat déperira jusqu'à disparaître complètement.

L'héritage technique et culturel

Cet héritage nous offre, sur le plan scientifique, technique et culturel, une base de départ infiniment plus favorable que celle qu'ont connue les précédentes tentatives.

Mais il n'a pas que des côtés positifs. Adapté au système capitaliste, il continuera

Ces objectifs, formulés dans la deuxième moitié du 19^e siècle, expriment encore aujourd'hui — et justement — des aspirations profondes qui s'opposent de façon radicale à l'idéologie des classes dominantes. Ils font apparaître le caractère relatif et transitoire des conceptions que ces classes considèrent comme naturelles et éternelles.

Mais on ne peut se contenter d'un but lointain : nous savons d'expérience qu'il est impossible de supprimer dans un court délai historique tous les mécanismes économiques et toutes les structures mentales que nous lègue le capitalisme.

Le socialisme de demain restera longtemps tributaire de l'héritage du passé.

d'en porter les caractéristiques au-delà de l'abolition du système d'appropriation privée des principaux moyens de production et d'échange. Il est impossible d'agir comme si la technique était neutre et pouvait être indifféremment mise au service du socialisme et

du capitalisme. La machine peut être libératrice, mais elle peut être aussi aliénatrice.

Des choix s'imposent donc. Il incombera au nouveau régime de faire évoluer la conception même de l'outil et de la machine de façon à écarter les techniques qui sont de nature à perpétuer les rapports d'exploitation et à favoriser celles qui rendent possible l'introduction du principe de responsabilité collective.

Nous héritons aussi d'un monde pollué. Qu'il s'agisse de simples déchets : de fumées industrielles, de produits toxiques déversés sur les cultures, dans les eaux ou dans l'atmosphère, de réchauffement de la température ou de bruit, il y a un seuil limite au-delà duquel ces pollutions mettent en danger la vie elle-même. Il est bien des domaines, à commencer par l'eau des océans et l'oxygène atmosphérique, où ce seuil se rapproche et sera atteint dans deux générations.

Là encore, il faudra faire des choix : c'est une nécessité absolue de survie collective que de développer les sources d'énergie les moins polluantes, de remplacer partout où faire se peut les techniques lourdes et génératrices de déchets ou de toxicités par des techniques souples, d'imposer enfin à toute activité de production les contraintes de salubrité nécessaires non seulement à la préservation de l'équilibre écologique de la planète, mais à celle de l'espèce humaine.



Tout aussi ambigu est l'héritage culturel. Le niveau d'enseignement et de culture auquel est déjà parvenu l'ensemble de la population est un atout considérable pour une expérience socialiste. Mais le système éducatif a trop souvent abouti à développer la compétition, le sens de la hiérarchie et de la soumission. Bien des habitudes mentales qui sont à transformer profondément resteront ancrées et pour longtemps dans les comportements individuels et collectifs.

Parallèlement, l'organisation capitaliste du travail aboutit à un abaissement du niveau technique de nombreux travailleurs et à une véritable déqualification. A cet égard, l'établissement du socialisme sera le résultat d'une création continue faisant appel à une pédagogie collective respectueuse des personnalités et des rythmes d'évolution ; en un mot, à ce que la tradition ouvrière française appelle l'enseignement mutuel.

La propriété sociale, condition du socialisme

Remettre l'économie au service des hommes plutôt que de maintenir les hommes au service de la production est un objectif fondamental du socialisme.

Cela implique que les éléments les plus importants de l'activité nationale soient soumis à la volonté collective. C'est pourquoi la nationalisation des grands moyens de production figure dans tous les programmes socialistes.

Cette socialisation est une condition nécessaire à leur réalisation. Elle n'est pas une condition suffisante. Elle ne modifie en elle-même ni la division du travail, ni l'existence d'une hiérarchie qui risque d'entraîner l'apparition d'une nouvelle couche dirigeante.

La seule voie qui ait été jusqu'à présent empruntée repose sur la centralisation des décisions. Ses partisans considèrent la propriété sociale comme étant déjà la propriété de la société tout entière. Les différentes unités économiques reçoivent, à partir d'un centre unique, les directives qu'elles doivent suivre. Ainsi pense-t-on briser la logique de l'entreprise capitaliste qui produit en vue du seul profit. Ce qui compte dans ce système, c'est l'importance du surplus qui est tiré de l'ensemble de l'économie nationale. Peu importe que telle ou telle unité soit financièrement déficitaire.

Cependant, la socialisation réelle des forces productives — autrement dit le caractère collectif que revêt la production dans tel ou tel domaine — n'est nulle part suffisamment poussée pour que les différentes unités économiques puissent être considérées comme les ateliers d'une même entreprise gérée à partir d'un seul centre. La propriété sociale se confond dans ce cas avec l'unique propriété d'Etat et la bureaucratie tend peu à

peu à se comporter comme si elle était propriétaire de l'Etat, s'arrogeant le droit de décider de l'utilisation de la plus-value sociale produite par l'ensemble des travailleurs et recourant pour s'assurer de ce monopole à des méthodes qui rendent très formelle la référence à la démocratie socialiste.

Nous n'oublions pas pour autant les conditions historiques très particulières dans lesquelles sont intervenues il y a plus d'un demi-siècle la révolution russe et il y a déjà un quart de siècle la révolution chinoise. Nous n'ignorons pas les résultats qui ont été obtenus dans un certain nombre de domaines et nous voyons comment les puissances capitalistes ont dû en tenir compte. Après avoir pendant de longues années espéré que les régimes communistes pourraient être progressivement « refoulés » des zones où ils se sont établis, ces puissances ont été finalement contraintes à pratiquer une politique de coexistence. Elles cherchent maintenant à tirer profit de ce recul en favorisant une certaine intégration des pays communistes dans un système mondial dominé par le capitalisme. Les prix du marché capitaliste sont les prix mondiaux. Le modèle de consommation capitaliste influence sinon l'ensemble des pays communistes, du moins les pays communistes européens. Cette évolution se poursuivra vraisemblablement jusqu'au jour où le rapport des forces sera renversé à l'échelle mondiale, c'est-à-dire concrètement jusqu'au jour où un nouveau type de société socialiste s'établira dans l'Europe de l'Ouest.

Il n'y a pas de modèle qui puisse nous renseigner sur ce que pourrait être cet autre socialisme. Mais il est désormais possible d'en établir le projet sur des bases solides et crédibles.

L'autogestion, clé de voûte d'un socialisme démocratique

Le socialisme autogestionnaire vers lequel s'oriente aujourd'hui le mouvement socialiste français s'appuiera sur différentes formes de propriété collective (Etat, région, commune, associations diverses, etc...) et sur des pouvoirs aussi décentralisés que possible. Ces formes de propriété tendront ici à coïncider avec la socialisation réelle des forces productives. Partout où le processus interviendra, et donc, en premier lieu, dans toutes les entreprises qui constituent les pôles de domination économique, devra avoir lieu l'élection des organismes d'administration et de gestion par les travailleurs concernés.

Des adaptations peuvent sans doute être prévues (association des usagers ou maintien d'un rôle décisif de l'Etat, en fonction de la nature de la production ou des services. La règle générale sera bien l'extension progressive du principe démocratique à l'ensemble des activités économiques et sociales.

Mais l'élection, c'est-à-dire la délégation du pouvoir ne résout pas tous les problèmes. Le rapport mandant-mandataire tend, d'une certaine manière, à reconstituer le rapport dirigeant-dirigé. Pour que cette situation puisse être modifiée, il faut que les mandataires soient en mesure de contrôler les mandataires. Cet objectif du contrôle apparaît déjà à travers les luttes actuelles ; mais il ne peut être véritablement atteint dans la société capitaliste. Car tout contrôle est précaire, voire éphémère, si la source du pouvoir lui échappe.

Dans le système actuel, le pouvoir appartient aux actionnaires ou plus exactement aux groupes financiers et aux managers qui manipulent leurs assemblées. Dans le socialisme d'Etat, la source du pouvoir, c'est la désignation par les organes de l'Etat central. Dans le socialisme autogestionnaire, ce sera l'élection des responsables par les travailleurs, avec ce souci d'un contrôle permanent de l'élu.

Un autre risque serait d'enfermer l'autogestion dans le cadre étroit de l'unité économique de base : l'égoïsme d'entreprise pourrait alors se développer.

Par ailleurs, les directions des banques, des organismes commerciaux et des unités de très grande dimension échappent pratiquement à tout contrôle populaire. Le danger technocratique s'ajoute au danger bureaucratique, comme le démontrent certaines difficultés de l'expérience yougoslave. Le contrôle de la base sur les décisions ne suffit pas à pallier ces dangers.

En effet, au-delà d'un certain niveau, le contrôle ne peut s'exercer qu'en fonction de références précises et ces références ne peuvent elles-mêmes être fournies que par le Plan ou plus exactement par les plans (nationaux, régionaux et locaux). La planification démocratique, c'est-à-dire la détermination démocratique (par le débat et par le vote), des besoins considérés comme prioritaires est indissociable de l'autogestion dont elle est la forme généralisée.

L'autogestion définit donc un système social dont les collectivités de base jouissent d'une grande autonomie de décision : entreprise, quartier ou commune rurale, agglomération, région et aussi associations de tous types, qu'il s'agisse des syndicats, des associations de consommateurs, ou de résidents, des amicales sportives ou des mouvements pédagogiques, etc...

Un système social de cette nature, loin de prétendre faire disparaître les conflits inhérents à toute société, vise au contraire à en permettre l'expression précoce et la solution pacifique grâce à une redistribution des pouvoirs.

Pour cette raison, l'autogestion ne prend tout son sens que si elle est étendue à la société tout entière, ce qui implique la généralisation de ses deux règles de base : décisions prises au niveau le plus proche possible de ceux qui sont concernés, choix et contrôle des responsables par ceux-là même qui les auront mandatés pour décider.

Cette forme d'organisation de la vie sociale est la seule qui aujourd'hui puisse prendre en charge le besoin de responsabilité et de création et que le capitalisme réfreine si puissamment.

Les structures constitutionnelles et juridiques qui définiront les pouvoirs politiques et économiques de la société socialiste autogestionnaire varieront selon le niveau (local, régional, national) et la nature du domaine concerné (production, collectivités publiques territoriales, vie associative et services sociaux). Pendant toute une période, le statut de l'entreprise autogérée aura un caractère expérimental. En tout état de cause, il écartera l'apport en capital et le contrat de louage de service pour s'orienter vers des formules où l'apport de travail ouvrira le droit à une part des fruits de ce travail et à la participation à la prise des décisions essentielles : nature de l'activité productrice et grille de partage des résultats (dans le cadre des objectifs planifiés), modes de désignation des directions, de l'ampleur de leurs pouvoirs et des contrôles auxquelles elles sont soumises.

Quant aux fonds nécessaires à la création de nouvelles entreprises autogérées, ils proviendront soit de l'épargne collectée par l'intermédiaire du secteur socialisé du crédit, soit de prêts publics. Ce capital, de préférence loué, sera rémunéré sur une base forfaitaire, et par conséquent privé de toute influence sur les décisions, puisque étranger au risque économique.

Il faut le redire : l'autogestion n'est compatible qu'avec une société très égalitaire. La longue période de sa mise en place exige donc une lutte constante pour diminuer les inégalités héritées du capitalisme.

La planification, instrument de la volonté collective

Appliquée dans des circonstances historiques de guerre et de pénurie, la planification s'est souvent traduite par une bureaucratisation de l'économie, source de gaspillage et d'inefficacité ; accaparée ensuite par les technocrates du néo-capitalisme, la planification a été réduite à une vaste étude de marché. Aucune de ces conceptions n'illustre ce que pourrait être le plan comme instrument de développement socialiste dans un pays économiquement avancé.

Le Plan doit d'abord exprimer une volonté politique : il est un moyen de réaliser un choix de société, un type de croissance voulu et non subi. En ce sens, on ne peut séparer son contenu de ses méthodes d'élaboration. Le Plan ne peut être l'expression d'une volonté politique s'il n'est pas élaboré démocratiquement. Car il n'y a pas d'intérêt général abstrait. C'est dans le processus démocratique de confrontation entre les différentes instances et collectivités concernées que se définit l'intérêt commun, que se tranchent les conflits et que se préservent les droits des minorités. C'est ainsi que la planification démocratique suppose une société décentralisée, vivante, fondée sur des unités de collectivités autogérées : elle exprime un processus de confrontation permanente. Un plan national ne saurait, dans cette logique, être conçu isolément. Si sa signification essentielle est d'exprimer clairement les grandes orientations de la volonté collective en ce qui concerne la transformation de la société, il ne prend tout son sens que s'il est aussi pour une part un élément de régulation et de choix inséré dans un tissu de plans ou de programmes décentralisés au niveau des régions et des secteurs industriels.

Le Plan peut aujourd'hui être conçu comme



Pendant la campagne de François Mitterrand : un nouveau pas dans l'unité des socialistes.

Enfin, le socialisme autogestionnaire entend développer et non réduire les possibilités d'innovation. Dans le système actuel, l'impératif du profit gèle des innovations d'utilité sociale indiscutable. A l'inverse, il favorise l'essor de productions dont l'utilité sociale est quasi nulle. La faculté d'innover est circonscrite au cercle étroit de ceux qui pensent et dirigent. Le socialisme autogestionnaire libèrera dans toutes les sphères de la vie sociale d'immenses possibilités de création aujourd'hui stérilisées. La planification démocratique prévoiera une enveloppe de crédits non affectés à l'avance pour appuyer toutes les propositions d'amélioration et de changement et notamment de création d'entreprises, venues des cellules de base du pays. Il faut lier cette activité créatrice aux nouvelles procédures d'expression des besoins, elles-mêmes liées à la représentation des collectivités de base dans l'élaboration de la planification.

impératif dans ses grandes orientations et souple dans son application. Les choix centraux concerneront la durée du travail, la part relative de l'investissement productif, de la consommation collective et de la consommation privée et les priorités respectives données au développement des diverses branches et régions. A l'appui de ces choix, dotations budgétaires, maniement sélectif de l'impôt et politique des prix viennent en assurer l'application. L'exécution correcte du Plan, la clarté dans la répartition des revenus, la préservation des fruits du travail et de l'épargne qu'ils peuvent engendrer exigent une société débarrassée du cancer de l'inflation. Cela appelle la restauration des rapports vrais entre prêteurs et emprunteurs (c'est-à-dire, dans la conjoncture présente, l'indexation de toute épargne) et une réorganisation complète de tous les mécanismes de financement de l'investissement. Seul le crédit, en effet, remboursé sur une base indexée quand l'investissement devient effectivement productif, avec un intérêt inférieur à l'augmentation de productivité, peut financer l'équipement dans des conditions non inflationnistes. Ces mesures toutefois, si elles sont absolument nécessaires, ne sauraient être suffisantes, car le problème de l'inflation est aussi d'ordre politique en ce sens qu'il concerne la société toute entière. Il n'y a pas de lutte efficace contre l'inflation sans une réduction très importante des inégalités de revenus et de fortune et sans introduction progressive d'une nouvelle structure des consommations, objectif qui est en pleine cohérence avec les orientations évoquées plus haut.

L'entreprise voit donc ses décisions canalisées par les incitations du Plan. Mais, restant en situation de compétition, qu'elle soit socia-

lisée ou privée, elle reste libre de ses décisions, quitte à réviser les barèmes d'incitation ou de pénalisation prévus au Plan si la volonté politique qu'exprime celui-ci tarde à se traduire dans les faits.

La transformation de l'Etat

Qu'est-ce que l'Etat socialiste ? L'utopie anarchiste d'une fédération de producteurs ? La réalité du centralisme bureaucratique ? L'imagination oscille entre ces deux caricatures opposées qui traduisent une contradiction fondamentale.

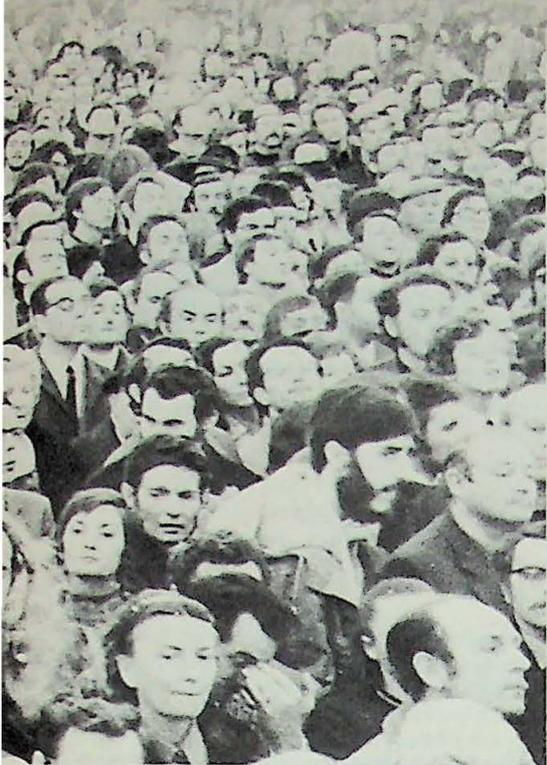
D'une part, les socialistes ne peuvent conserver l'Etat capitaliste tel quel. Les institutions, l'administration ne sont pas neutres, mais profondément imprégnées par le système capitaliste dont elles assurent la garde. Dans ces conditions, maintenir les structures de l'Etat capitaliste, ce serait perpétuer la domination de la bourgeoisie, renoncer à une démocratie authentique et risquer de remettre en cause à tout instant les conquêtes du socialisme. Il faut substituer à cette construction une organisation socialiste des pouvoirs, reflet dans l'ordre politique du socialisme autogestionnaire.

D'autre part, le problème de l'Etat ne se pose pas en soi. Il ne peut être séparé du problème de la lutte des classes. Car c'est illusion de croire que le capitalisme disparaîtra du seul fait de la prise du pouvoir par les socialistes. Les forces capitalistes garderont des positions solides dans des secteurs importants de l'économie, dans l'appareil d'Etat et trouveront des appuis extérieurs puissants dans un monde dominé par l'impérialisme américain. Les socialistes ne peuvent faire l'impasse sur la nature et les fonctions du pouvoir d'Etat. Durant la transition au socialisme, l'Etat sera bien entendu maintenu, mais il sera profondément transformé.

Pour donner aux groupes et aux collectivités le moyen d'assurer le plus strictement possible la gestion de leurs intérêts, la maîtrise de leur avenir, la nouvelle organisation des pouvoirs repose sur ce principe déjà énoncé : la décision doit être prise au niveau le plus proche de ceux qu'elle concerne en tenant compte de ses incidences sur le reste de la collectivité.

Une même fonction, la gestion de l'économie par exemple, comporte des responsabilités de nature diverse et implique donc une pluralité d'instances de décisions ; unité de production, localité, département, région, ensemble national. Ce principe implique la rupture avec toutes les formes actuelles de centralisation.

Il faut envisager des transferts de pouvoirs pour certaines grandes fonctions collectives (éducation, santé, transports, équipement ré-



gional). Certains services administratifs actuellement assurés au niveau central peuvent l'être dans un cadre différent (services centraux sous le contrôle des travailleurs et des usagers) ou dans d'autres instances régionales, locales ou sectorielles.

Un certain nombre de responsabilités ne peuvent cependant s'exercer qu'au niveau central. C'est le cas en particulier des attributions spécifiques de l'Etat ; mais aussi de certaines exigences de la planification telles que le maintien des équilibres régionaux.

L'armée devra être profondément transformée pour correspondre à sa vocation de défense d'une collectivité nationale assurant

librement son destin pour rompre avec la tendance du pouvoir actuel d'en faire l'instrument dirigé contre ce que le pouvoir actuel appelle « l'ennemi intérieur ».

Contre la conception abstraite du citoyen isolé face à l'Etat, le socialisme entend donner aux hommes et aux femmes la maîtrise des pouvoirs politiques. Deux notions se trouvent au cœur du débat : celles de représentation et de contrôle.

La représentation est indispensable. Mais il ne faut pas l'assimiler au blanc-seing. L'élu doit être désigné sur la base d'un mandat précis et contrôlable, défini en fonction des problèmes posés et de la nature des tâches qui lui sont confiées.

Le contrôle doit compléter la représentation et assurer sa fidélité. Cette revendication est exprimée par de nombreux organismes dont les pouvoirs d'initiative et d'intervention doivent être considérablement développés : comités d'entreprise, comités de quartier, associations de consommateurs, collectifs d'animation, ect. Le corps électoral a le droit de savoir et de demander des comptes : les moyens nécessaires doivent être fournis. La remise en cause des délégués et du contenu de leur délégation doit être possible.

Il faut affirmer le droit au savoir des citoyens et des associations, leur libre accès aux dossiers et l'information sur les décisions à prendre. Il s'agit là d'une importante modification dans nos habitudes, pourtant indispensable si l'on ne veut pas qu'une nouvelle couche dirigeante confisque le pouvoir dans l'Etat socialiste.

Le rôle des Partis n'est en aucun cas de monopoliser l'exercice des fonctions de gestion et d'animation dans l'ensemble de la société. Ils ont à exprimer les grands choix qui

s'offrent à la collectivité et à en permettre la mise en application.

Les organisations syndicales, les mouvements d'usagers, les associations de consommateurs, de locataires, de résidents... devront contribuer à définir les orientations qui seront prises à chaque niveau d'organisation des pouvoirs publics. A ces divers niveaux, des conseils spécifiques (sur l'urbanisme, la scolarisation, la circulation, etc...) permettront d'associer à l'exercice de ces responsabilités un plus grand nombre de citoyens selon les compétences et leurs centres d'intérêt.

La réalisation de ces objectifs implique la formation des hommes. L'idéologie dominante a largement pénétré dans toutes les classes de la société. Les inégalités entretenues par le système d'éducation permettent la manipulation de l'opinion publique.

L'accès à l'information est faussé par les inégalités culturelles autant que par la concentration des moyens d'information.

Sans la mutation de notre système scolaire et le développement de l'éducation permanente, la démocratie socialiste risque de rester le privilège d'une élite, élargie et différente sans doute, mais accaparant le pouvoir social contre les principes du socialisme.

La libération des hommes permet l'accès à la liberté, c'est-à-dire aux libertés. Celles-ci trop souvent bafouées aujourd'hui et constamment défendues par les forces démocratiques, doivent être considérées comme intangibles dans les phases suivantes du socialisme. Le socialisme autogestionnaire repose sur le pluralisme. Il garantit la liberté d'expression à tous, partisans ou adversaires du socialisme, il reconnaît à toutes les minorités le droit à la différence et à l'affirmation de leur identité collective.

Une stratégie pour vaincre

Ainsi défini le projet d'un socialisme démocratique fondé sur l'autogestion, il reste à préciser les éléments d'une stratégie qui permette à ce projet de se réaliser.

Une stratégie de luttes

Bâtir le socialisme suppose l'unité d'action, par la constitution d'un véritable front de classe, de tous ceux qui ont intérêt à détruire la domination économique, sociale, idéologique et politique du capitalisme.

La lutte des classes reste, nous l'avons dit, le moteur indispensable du changement social. Rien ne peut se faire sans la mobilisation et l'action à la base de tous les exploités du système.

Une stratégie de luttes doit partir des formes actuelles de l'exploitation et de la domination capitaliste.

Un large front de classe doit donc s'appuyer d'abord sur la classe ouvrière, la très grande majorité des travailleurs salariés, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs qui subissent tous une exploitation.

Il repose également sur ceux que l'évolution du capitalisme dépossède de leur outil de travail : paysans, travailleurs individuels. D'autres catégories sociales, notamment de petits et moyens entrepreneurs, se trouvent également atteintes par le pouvoir des entreprises dominantes.

Il serait cependant dangereux de penser qu'un même mécontentement contre le ré-

gime puisse suffire à unir toutes ces catégories. Cette unité volerait en éclats au moment de passer de la contestation à la proposition, dans l'opposition comme au pouvoir.

La réalisation du front de classe suppose donc également la volonté de mener des luttes unifiantes, de s'attaquer aux divisions nées de l'exploitation capitaliste, de remettre en cause les structures hiérarchiques, de

trouver des terrains de combat où puissent se révéler des solidarités communes.

Ainsi, ce front de classe, spontanément défensif, antimonopoliste, doit par clarification de ses objectifs politiques à court et à long terme, devenir offensif, anti-capitaliste. Pour mener une telle stratégie des luttes, pour cimenter le front de classe, un grand parti socialiste est indispensable.

Un grand parti socialiste

La droite peut se permettre de réduire une organisation politique à quelques appareils électoraux destinés à assurer au travers de querelles de clans et de personnes, la promotion de nouvelles équipes gouvernementales.

La gauche ne le doit pas. Parce que son projet ne se limite pas à l'accès au pouvoir, parce qu'il implique une transformation profonde des structures économiques et politiques de ce pays, parce qu'elle doit s'appuyer sur l'adhésion populaire, la gauche a besoin d'organisations de masse.

Ainsi un Parti Socialiste est d'abord l'outil que se donnent ceux qui subissent l'exploitation capitaliste pour unifier leurs luttes.

Pour cela, il faut faire cesser le divorce trop fréquent entre l'action politique et les luttes sociales : il ne doit pas y avoir d'action politique sans action menée sur le double terrain des institutions (parlement, régions, municipalités, etc...) et des lieux où sont vécues directement l'exploitation, l'aliénation, la domination.

Cette coupure entre l'action politique réduite au champ institutionnel et la lutte sociale, limitée à un terrain particulier, n'a ja-

mais permis, quand elle existait, de rendre le socialisme possible. La tâche d'un Parti Socialiste est aujourd'hui d'être partout présent. Mais, il ne peut y parvenir que si sa propre base sociale est effectivement ouvrière et populaire. Or, la structure de la vie politique française, les conséquences de la division sociale du travail constituent des obstacles considérables à l'engagement politique, notamment pour les militants d'entreprise, les femmes, les jeunes. Un parti socialiste se caractérise donc par la volonté d'accorder une véritable priorité politique et matérielle à son implantation sur tous les lieux de travail, d'où le développement du secteur entreprises, la formation et l'accès à des fonctions de responsabilité de militants venant de ces secteurs.

A partir de telles bases, un parti socialiste, pour assurer son rôle de direction politique et d'animation des luttes sociales et de conquête du pouvoir, doit également remplir plusieurs fonctions :

— une fonction de mémoire collective des expériences, des élaborations stratégiques, des recherches antérieures du mouvement ouvrier. Sans elle, les militants socialistes ris-

quent de renouveler les erreurs du passé dans les actions qu'ils mènent.

— une fonction de rencontre de militants intervenant dans les secteurs différents et qui ne peuvent mener à bien leurs tâches que s'ils disposent de lieux d'information, de confrontation et de critique mutuelle. Si ces lieux n'existent pas, un Parti Socialiste recréera en son sein les mêmes coupures entre élus et militants, entre dirigeants et dirigés, entre travailleurs manuels et intellectuels qui caractérisent la division sociale du travail en système capitaliste.

— une fonction de synthèse et d'élaboration collective. Il s'agit alors de concevoir le travail intellectuel nécessaire comme une fonction à remplir par tous et non comme le travail des intellectuels au sein du parti.

Il serait cependant erroné de penser que l'ensemble des batailles à livrer puissent et doivent être menées par les seuls partis. En particulier, les syndicats, jouent un rôle es-

sentiel. Dans le cadre de leur autonomie il leur appartient de définir leurs propres orientations et les conditions de leur nécessaire unité d'action.

Par ailleurs, d'autres organisations : groupes municipaux, comités de défense et d'usagers, organisations de consommateurs, associations familiales, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire... apparaissent sur les différents terrains de la vie quotidienne.

Toutes ces organisations, si elles ne sont pas partie prenante des responsabilités gouvernementales, doivent intervenir dans l'élaboration du projet et dans le débat stratégique.

Il faut donc rechercher l'unité d'action des partis, des syndicats et de ces organisations en respectant leur spécificité et leur autonomie pour animer un véritable front de classe.

Dans une telle perspective, la question décisive de la prise du pouvoir peut alors être posée.

Prendre le pouvoir pour le transformer

La conquête de l'appareil d'Etat est un objectif nécessaire ; mais il n'est pas suffisant.

Une étape indispensable de cette stratégie passe par la prise en mains des leviers de commande de l'Etat. Sans elle, tous les succès partiels ou sectoriels ne pourraient déboucher sur la transformation de la société. Nous rejetons donc le rêve de foyers de socialisme qui proliféreraient jusqu'à vider l'Etat bourgeois de toute sa substance. Nous rejetons aussi le mythe du « Grand Soir » censé permettre de façon instantanée une gigantesque prise de conscience collective et l'établissement d'un Etat socialiste.

Nous n'avons pas plus, en effet, l'illusion de penser que la prise de pouvoirs partiels permet progressivement de prendre le pouvoir, que celle de croire à la possibilité de tout régler par la conquête du pouvoir d'Etat.

La gauche au pouvoir subira les contraintes liées à un type d'Etat, d'appareil économique, d'armée et de police dont elle aura hérité. Par ailleurs, elle ne peut se permettre d'attendre longtemps avant de transformer la nature du pouvoir dans le pays. Faute de quoi, elle connaîtrait les mêmes impasses qui furent celles de tous les gouvernements de gauche qui se contentent de gérer au mieux un appareil politique et économique dont les structures sont liées directement au système capitaliste.

On comprend donc que l'action d'un gou-

vernement de gauche ne saurait suffire à elle seule à amorcer le passage au socialisme. Celui-ci tout en garantissant à toutes les étapes les possibilités d'une alternance démocratique, doit s'appuyer, sur une mobilisation forte et consciente de ceux qui l'auront porté au pouvoir.

Un tel objectif ne sera atteint que si les travailleurs ne se déchargent pas sur leur gouvernement de la tâche de faire avancer la transformation de la société. Le degré de conscience collective et d'organisation des travailleurs, leur capacité d'initiative dans leurs secteurs, sont une condition essentielle pour que soit mise en œuvre la transformation des rapports de production.

C'est l'articulation constante entre la mobilisation populaire et l'action gouvernementale qui sera le moteur de la transformation sociale.

Pour amorcer une telle rupture, il faut privilégier, dès la prise du pouvoir, plusieurs directions ; amorcer un changement des rapports de production dans l'entreprise, limiter l'arbitraire patronal par l'introduction de premières règles démocratiques, transformer le mode d'élaboration du plan et assurer le contrôle démocratique de son exécution, redéfinir la place de l'armée et de la police dans la société, réorganiser les institutions dans le sens du projet autogestionnaire, promouvoir à tous les niveaux une action culturelle véritable.

Une stratégie européenne anti-impérialiste

La politique internationale d'une France d'orientation socialiste devra rapidement s'engager dans deux directions fondamentales : la politique européenne et la politique à l'égard du Tiers-Monde.

L'Europe des marchands a fait faillite, car il n'y a pas pour les capitalistes de frontière significative aux limites de l'Europe. Plus de quinze ans après la signature du traité de Rome, il apparaît clairement que l'union douanière, à laquelle s'est réduite l'exécution de ce traité, n'aboutit pas à jeter les bases économiques et politiques d'une Europe indépendante.

Il n'en subsiste pas moins une évidente communauté de culture et de traditions entre des pays devenus trop petits pour jouer seuls l'inquiétante aventure du monde moderne. L'heure est à l'Europe des peuples, l'Europe des travailleurs, l'Europe de l'économie collectivement maîtrisée, l'Europe des libertés collectivement garanties. Une action coordonnée des forces Socialistes devrait préparer l'égalisation du Statut des travailleurs, la mise en place de grands services publics, notamment en matière de production et d'achat d'énergie, d'intervention régionale, et d'expé-

riences pilotes dans les domaines de l'éducation ou de la santé. Ce ne sont là que de premiers exemples.

L'Europe que nous concevons ne saurait assurer son développement par l'exploitation du reste du monde en compétition ou en complicité avec l'impérialisme américain. C'est par rapport au Tiers-Monde que se juge une politique internationale.

La France socialiste œuvrera pour la disparition des formes que prend aujourd'hui l'exploitation du Tiers-Monde : le pillage de ses ressources, la sous-rémunération de sa main d'œuvre et l'asservissement de ses marchés. Il faudra admettre et prévoir des hausses régulières des prix des matières premières, à la mesure des différences entre les rythmes d'augmentation des productivités. Il faudra une coopération internationale compatible avec les choix de développement que les pays du Tiers-Monde doivent effectuer librement. Il faudra une protection internationale des travailleurs immigrés.

Qu'il s'agisse en effet du coup d'Etat fasciste du Chili, de la crise de l'énergie, de nombreux événements récents viennent rappeler combien l'impérialisme, par le canal de

sociétés multinationales comme de l'Etat américain, à travers le relais de régimes instaurés ou maintenus par lui, exerce sa domination sur une large partie de notre planète.

C'est donc en définitive le soutien actif aux luttes des peuples dominés qui consolidera la convergence profonde de notre propre combat pour le socialisme et de celui des forces qui travaillent à la libération du Tiers-Monde.

Un engagement irréversible

Aujourd'hui, la prise du pouvoir à la suite de victoires électorales paraît être l'hypothèse plausible. Mars 1973 et mai 1974 ont montré que de telles victoires étaient désormais possibles à court terme.

En vue de cette victoire, l'Union de la Gauche est une condition nécessaire. Recherchée depuis de nombreuses années, elle demeurera indispensable après la prise du pouvoir et tout au long du passage au socialisme. En ce sens, l'Union de la Gauche est un engagement irréversible.

C'est pourquoi le programme commun signé en juin 1972 constitue un tournant si important dans l'histoire de la Gauche contemporaine, reconnu comme tel par ceux-là mêmes qui ne le signèrent pas. En l'adoptant, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche ont voulu donner une forme concrète et actuelle à ce qui constitue désormais pour eux une stratégie permanente d'unité. Ils ont ainsi rendu plus crédible la capacité des forces de gauche à gouverner, pour réaliser leurs objectifs prioritaires et marqué leur volonté de s'attaquer aux puissances financières qui dominent notre société. L'Union de la Gauche ne s'est pas arrêtée avec la signature du programme commun.

Cette alliance profonde de la Gauche française n'a cessé depuis de s'élargir et de s'approfondir, permettant ainsi de sceller en mai 1974 autour de François Mitterrand l'union des signataires du programme commun et d'autres forces qui, comme le Parti Socialiste, se réclament du socialisme autogestionnaire.

Ainsi, un nouveau pas dans l'unité des socialistes est apparu possible, traduisant la profonde maturation qui transforme le mouvement ouvrier et populaire de ce pays.

Mai 1968, mai 1974, deux dates importantes dans la longue histoire des luttes populaires. La gauche se doit de faire la synthèse de leurs enseignements. Ainsi elle assumera la double exigence de son renouvellement et de son union. Sa victoire est à ce prix.

L'ORGANISATION DES ASSISES :

Les Assises du Socialisme se tiendront le samedi 12 et dimanche 13 octobre, à l'hôtel P.L.M. St. Jacques 17, bd. St. Jacques Paris 14ème - Métro St. Jacques.

En ce qui concerne le logement, il est vivement recommandé aux participants de prendre personnellement leurs dispositions rapidement, en raison de la période particulièrement chargée pour les hôtels parisiens.

Un gala de variétés ouvert à tout le monde aura lieu sous chapiteau le samedi soir.

2

MILITER POUR LE SOCIALISME

Le projet de société « pour le socialisme », élaboré en commun par les représentants des trois composantes, est en soi un événement important dont nous aurons à débattre au cours des Assises.

Mais un projet n'est rien s'il n'est pas lié à une pratique militante. Tout aussi importants sont donc les carrefours « militer pour le socialisme », qui doivent permettre à l'ensemble des participants aux Assises de débattre en groupes restreints sur le sens de leurs expériences militantes.

Le succès et la richesse de cette confrontation militante dépend

pend dans une large mesure de la qualité du débat qui s'est déjà engagé, dans la phase de préparation aux Assises, au niveau de régions, de départements, d'entreprises. Ce débat va se poursuivre et s'amplifier d'ici au 12 octobre, date d'ouverture des Assises.

Pour le préparer, pour lui donner sa cohérence, le Comité d'organisation des Assises a pensé utile de proposer à tous les militants une méthode. Beaucoup de militants engagés sur des terrains de lutte différents constatent en effet la similitude de leurs démarches, leur complémentarité, et éprouvent de plus en plus le be-

soin de les situer dans une perspective globale. D'autre part, il faut éviter l'écueil qui consisterait à rester au niveau des préoccupations immédiates, sous peine de n'apporter aucune contribution utile au débat sur le « projet de société ». L'analyse de l'exploitation et de l'aliénation que nous subissons, de la nature et des méthodes de nos luttes nous conduit nécessairement à réfléchir sur les moyens de rupture avec le système actuel, les mesures de transition les plus significatives de cette rupture, le rôle des partis, syndicats et mouvements dans ce processus et la société que nous voulons construire.

Un fil conducteur a donc été élaboré, autour de cinq questions, que nous reproduisons ci-dessous.

A partir de ce fil conducteur, des groupes de travail, composés de neuf militants (trois de chaque composante) ont élaboré et vous proposent des questionnaires plus complets, un questionnaire pour chacun des dix grands secteurs de lutte retenus pour le débat des Assises.

Ces dix premiers carrefours sont les suivants : agriculteurs, armée, cadre de vie, consommation et modèle de développement, éducation-formation permanente, culture, entreprise, information-communication, police-justice, régions-collectivités locales (aménagement du territoire, droit à la différence), santé.

En outre deux autres carrefours adoptent une démarche différente : ils se poseront le problème des difficultés spécifiques qu'éprouvent certaines catégories de la population — femmes et immigrés — à militer pour le socialisme. Ces deux derniers carrefours sont conçus comme complémentaires des autres : de la même façon que les femmes et les immigrés sont présents sur les différents terrains de lutte, ils seront aussi, bien entendu, représentés dans les carrefours par secteurs.

A titre d'exemple, et parce que nous ne pouvons publier tous les questionnaires dans le cadre de ce journal, nous avons choisi d'en publier deux intégralement. Un dossier complet comprenant tous les questionnaires pourra être envoyé sur demande, de même que les militants peuvent commander tel ou tel questionnaire correspondant à tel ou tel secteur.

Il est bien entendu que ces questionnaires n'ont pour but que de faciliter notre tâche et d'harmoniser la plupart des contributions à la préparation des Assises. Rien n'empêche les militants de dépasser ou de critiquer les questions posées. Beaucoup de questions ont d'ailleurs été volontairement laissées très ouvertes, les rédacteurs n'ayant pas voulu préjuger des réponses. Il s'agit avant tout de confronter les expériences militantes sur les

terrains de luttes et de voir comment elles s'inscrivent dans la perspective du projet de société. Ainsi les suggestions que certains groupes de travail ont avancé pour alimenter le débat n'ont pas de caractère programmatique.

S'ils reçoivent en temps utile des documents écrits issus de vos travaux, ils s'efforceront d'en tenir compte dans les rapports introductifs des carrefours. Ainsi, le travail fait à la base pourra-t-il influer dès le départ sur le contenu du débat des Assises.

Le comité d'organisation a souhaité que dans toute la mesure du possible, chacune des trois composantes tienne le plus grand compte de la participation effective aux travaux préparatoires pour la désignation de leurs délégations aux Assises. Ainsi serons-nous assurés que la majeure partie des participants n'arriveront pas les mains vides.

Les Assises du socialisme ont été conçues comme un écho donné à une profonde aspiration populaire vers l'unité des socialistes. L'initiative revient maintenant à la base.

Les Assises doivent susciter dans tout le pays un vaste débat populaire sur le socialisme que nous voulons et les luttes qui y conduisent. C'est à vous maintenant de prendre la parole.

Le Comité d'organisation

FIL CONDUCTEUR

A partir de leur pratique militante, et dans l'esprit de contribuer à l'avancée collective au niveau du projet de société, les participants aux assises pourraient se poser les questions suivantes :

1° — Que subissent-ils ?

Quelles modalités d'exploitation, d'oppression, d'aliénation subissent les gens dans le secteur considéré ?
Comment leur prise de conscience s'opère-t-elle ?

2° — Sur quoi se battent-ils ?

Quelles revendications, quels objectifs se fixent les militants en lutte ?
Sont-ils cohérents entre eux ?
En quoi mettent-ils en cause la société capitaliste ?
En quoi la réponse d'un pouvoir socialiste pourrait-elle être fondamentalement différente ?

3° — Comment se battent-ils ?

Quelles méthodes d'action mettent-ils en œuvre ?
Quel est leur degré d'efficacité ?
En quoi se heurtent-elles à la « légalité » ou à l'idéologie dominante sur lesquelles s'appuie le capitalisme ?
Revendications et méthodes de lutte sont-elles intégrables par le système capitaliste ou sont-elles des éléments de rupture ?

4° — De quels projets ces luttes sont-elles porteuses ?

a) à court terme : quelles mesures de transition concrètes et immédiates, s'inscrivant dans la perspective du socialisme et de l'autogestion, pourraient promouvoir un gouvernement de gauche ? Comment pourraient-elles servir de point d'appui au développement des luttes pour le contrôle, et quelles actions collectives permettraient le mieux de consolider et d'amplifier ces acquis ?

b) à plus long terme : quel éclairage ces expériences et des perspectives militantes apportent-elles au projet de société ? Comment peuvent-elles contribuer à le populariser ?

5° — Qu'attendent-ils de leur organisation politique ?

Quelles sont les tâches respectives des organisations de lutte sectorielles et du parti politique avant et après la prise du pouvoir ?

Quel est le type d'articulation nécessaire : autonomie, concertation, mise en cause mutuelle, contrôle, pour assurer la synthèse permanente des luttes et du projet politique ?

Pour vous procurer les dossiers dans leur ensemble, ou dans un secteur déterminé, et pour toute correspondance, trois adresses :*

Comité d'Organisation des Assises du Socialisme

Carrefours « militer pour le socialisme »

- PS. 12 Cité Malesherbes
75009 PARIS
- PSU. 9 rue Borromée
75015 PARIS
- Appel. 33 rue Godot de Mauroy
75009 PARIS.

* Joindre un chèque barré sans préciser le bénéficiaire, selon les tarifs suivants :
DOSSIER COMPLET DES CARREFOURS.

Le premier 2 F — l'exemplaire supplémentaire 1 F
QUESTIONNAIRE DE CHACUN DES CARREFOURS.

- Agriculteurs
- Armée
- Cadre de vie
- Consommation et modèle de développement
- Éducation, formation permanente, culture
- Entreprise
- Information, communication, police, justice
- Régions, collectivités locales (aménagement du territoire, droit à la différence).
- Santé
- Immigrés
- Femmes

3 exemplaires : 1 F - 8 exemplaires : 2 F - l'exemplaire supplémentaire : 0,05 F

Militer pour le socialisme ...

A — ... dans les entreprises

I - Que subissent les travailleurs ? Evolution du système capitaliste et conséquences sur l'exploitation des travailleurs.

1.1. - Le développement des trusts multinationaux aggrave-t-il l'exploitation des travailleurs et quelles conséquences a-t-il en particulier sur :

— la mobilité de l'emploi — le développement du chômage — la déqualification croissante des travailleurs (O.S. robots, cadres éloignés des véritables décisions) — la parcellisation des tâches — la difficulté d'obtenir des renseignements sur la marche de l'entreprise et l'ignorance des buts, des objectifs et de l'avenir de l'entreprise — la reconstitution au niveau international de la division du travail — la riposte aux luttes des travailleurs organisée au niveau international.

1.2. - Les mutations du capitalisme en France et la politique du pouvoir. Comment se traduisent-elles pour les travailleurs ?

— au niveau de leurs salaires — dans leur emploi — dans leurs conditions de travail — dans leurs difficultés à s'organiser et à riposter — dans les conséquences des concentrations et des restructurations d'entreprises — dans la raréfaction des investissements publics — dans la subordination du secteur public aux intérêts privés.

Le problème se pose-t-il de la même façon dans les grandes entreprises et dans les P.M.E., dans les entreprises de production et les sociétés de services ?

Quels sont les problèmes spécifiques des travailleurs des services publics ou des entreprises publiques ?

1.3. - Y a-t-il des mesures d'inégalité prises à l'encontre de certaines catégories des travailleurs (femmes, jeunes, émigrés, handicapés, etc...) ? Quelles formes revêtent-elles ? Y a-t-il ségrégation ? Ces travailleurs en sont-ils conscients ? Quelle est l'attitude des autres travailleurs à leur égard ?

1.4. - L'intervention de plus en plus fréquente de l'Etat dans le déroulement des conflits et dans l'élaboration des solutions n'est-elle pas de nature à faire prendre conscience aux travailleurs que pour obtenir un véritable changement il faut changer le pouvoir et ses fondements économiques ?

1.5. - En quoi les formes d'exploitation vécues quotidiennement par les travailleurs, même de façons partielles et diverses, sont-elles un facteur de prise de conscience politique ?

II - Sur quoi les travailleurs se battent-ils ?

Pour les socialistes l'action politique n'a pas pour but d'aménager le système actuel pour lui permettre de survivre. Il ne s'agit pas de permettre au pouvoir de récupérer les revendications des travailleurs pour les réutiliser à son profit. Il s'agit, en aiguisant les contradictions du système par la lutte pour le contrôle, que les travailleurs se préparent à l'autogestion qui se développera avec l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

2.1. - Dans le cadre du système actuel :

Quelle analyse peut-on faire de l'évolution des luttes récentes : ont-elles pour but d'améliorer immédiatement les conditions de vie et de travail des salariés ? S'agit-il de luttes catégorielles concernant parfois les plus favorisés ? Ont-elles aussi abouti à remettre en cause l'arbitraire patronal ?

2.1.1. : leur contenu :

— la distinction entre revendication « quantitative » et revendication « qualitative » recouvre-t-elle un vrai ou un faux débat ?

— quelle place occupent dans les luttes sociales actuelles les revendications de contrôle ? Quelle signification peut-on leur donner ? Vers quels objectifs tendent-elles ? Vont-elles jusqu'à présenter une véritable alternative ?

● contestation de l'organisation et des conditions de travail

● recherche, par les travailleurs, d'une plus grande sécurité (d'emploi, par exemple) ?

● mise en cause des finalités et de la gestion économique de l'entreprise ?

● lutte pour accroître la part de plus-value distribués aux travailleurs ?

● critique des rapports hiérarchiques actuels dans l'entreprise ?

— traduisent-elles l'entrée en lutte de nouvelles catégories de travailleurs (immigrés, femmes, jeunes, mais aussi cadres et techniciens...) ?

— dans le cadre du système actuel la lutte pour le contrôle traduit-elle un rapport de force révélant un recul décisif du patronat ? Y a-t-il risque de récupération débouchant sur certaines formes de collaboration de classe (concertation ? contrat de progrès ? direction participative ? cogestion ?) Peut-on les éviter et comment ?

2.1.2. : leurs formes :

Elles sont le plus souvent directement liées au contenu même de la lutte. Traduisent-elles actuellement une plus grande capacité des travailleurs à prendre collectivement en charge leur action et la définition de leurs objectifs ?

Dans les conflits auxquels vous avez participé y a-t-il eu constitution de comités de grève, d'assemblées générales décisionnelles, de délé-

CARREFOURS

gués contrôlés ? Quelles en étaient la signification et l'importance ? Y a-t-il eu prise de possession et mise en marche de l'outil de production par les travailleurs ?

S'agit-il seulement d'établir par la lutte un rapport de forces qui permet de placer le patronat et la bourgeoisie devant le fait accompli ou s'agit-il d'aller au-delà ?

La lutte pour le contrôle a-t-elle été compatible avec le respect de la législation bourgeoise du travail ? Peut-on parler de « nouvelle légalité » ?

Y a-t-il eu exercice constant de la démocratie syndicale et ouvrière à la base ?

Le soutien aux luttes et leur extension (comité de soutien, coordination dans la branche ou dans la région, liaison paysans-ouvriers) constituent-ils une composante importante des luttes récentes et un élément de leur succès ? Permettent-ils de rassembler dans l'action la classe ouvrière et ses alliés ? Ne comportent-ils pas des risques de déviation ? Ces alliances sont-elles purement conjoncturelles ou peuvent-elles permettre de jeter les bases d'un front de classe ?

2.2. - La voie vers l'autogestion.

2.2.1. - De quel projet les luttes actuelles sont-elles porteuses ?

Assiste-t-on à l'affirmation à travers les luttes d'un courant de travailleurs qui se battent pour imposer le contrôle et pour qui l'autogestion re-

présente, même de façon confuse, une perspective politique ? Ont-ils conscience que la lutte pour le contrôle constitue déjà un apprentissage de leur pouvoir futur ? Cette prise de conscience renforce-t-elle l'unité des travailleurs ? Ces luttes débouchent-elles sur une réflexion concernant la fonction sociale de l'entreprise dans une perspective socialiste (par opposition à sa fonction dans le système actuel) ?

Quelles transformations nécessaires de l'appareil d'Etat sont apparues aux travailleurs à travers leurs luttes ?

2.2.2. : les travailleurs de votre entreprise sentent-ils la nécessité et la capacité de gestion collective ? Quelles premières mesures concrètes envisagent-ils lors de la prise de pouvoir ?

2.2.3. : Comment les travailleurs se préparent-ils à l'exercice futur de leur propre pouvoir ?

— contrôle de la gestion et de la décision dans l'entreprise.

— revendication de la formation

— accès à l'information

— développement des droits d'expression et d'organisation collective dans l'entreprise (droits syndicaux et politique...)

Quelle devra être l'action d'un gouvernement socialiste pour jeter les bases et favoriser le développement d'organes de pouvoir des travailleurs ?

Quelles seront les conditions nécessaires à l'exercice de ce pouvoir ?

III - Quelle organisation politique des travailleurs dans l'entreprise ?

Les syndicats constituent d'une manière permanente la première forme de prise de conscience des travailleurs entrant en conflit avec la bourgeoisie et elles sont les organes d'élaboration d'une action qui remet en cause le système capitaliste ou en combat certains des aspects.

3.1. - L'intervention des partis politiques dans l'entreprise :

L'action politique dans l'entreprise est-elle utile ? indispensable ? Pourquoi ?

Comment se manifeste-t-elle ? Sous quelle forme ? A quelles occasions ? Quelles difficultés rencontrent les militants politiques à l'égard des travailleurs et des syndicats ?

Votre section ou groupe politique d'entreprise a-t-il joué un rôle dans la conduite de luttes :

si oui, lequel ?

si non, pourquoi ?

3.2. - Les sections ou groupes d'entreprises doivent-ils être de simples organes de propagande pour les mots d'ordre du parti ? doivent-ils soutenir en les politisant les luttes dans l'entreprise ?

Autour de quels axes l'action politique dans les entreprises doit-elle se

développer ? : analyse globale de la situation, propositions concernant les luttes, explication de la signification politique des luttes et leur popularisation, rattachement de celles-ci aux perspectives d'un programme socialiste et soutien des luttes ?

3.3. - Quels sont les problèmes spécifiques posés par les rapports partis-syndicats dans l'entreprise ?

Quelle est la nature de leurs relations : subordination, complémentarité, convergence ?

Peut-on chercher à établir entre partis et syndicats des rapports excluant la simple juxtaposition, ainsi que la domination du type « courroie de transmission » (dans un sens ou dans l'autre) ?

Comment opérer une distinction entre responsabilités politiques et syndicales qui n'ampute pas l'expression des uns et des autres sur la base de l'indépendance réciproque ?

3.4. - Dans une société socialiste autogérée, quels peuvent être les rôles spécifiques des partis et des syndicats dans l'entreprise, notamment en matière de gestion, de revendications et de défense des travailleurs, de planification... ?

B — ... dans la vie quotidienne

Ce questionnaire adressé aux participants aux Assises a pour but de lancer et de faciliter le débat lors de la rencontre du carrefour. Les questions posées, les réponses qui seront apportées par les militants contribueront sur le plan global à l'avancée collective du Projet de société. Le groupe de préparation se permet également de vous suggérer des formes et des moyens d'expression pour un travail plus dynamique. Ce n'est pas, bien entendu, une obligation.

Les réponses écrites devront parvenir avant les Assises afin de pouvoir être répercutées à l'ensemble des participants.

Les problèmes du CADRE DE VIE ce sont ceux de la conception, la gestion, l'utilisation en ce qui concerne : le logement, l'immeuble, le quartier (rapports de voisinage), les moyens de transport, individuels et collectifs (accès au lieu de travail, aux services, aux centres d'animation de la cité), l'ensemble des équipements scolaires, sanitaires et sociaux, commerciaux, des équipements de loisirs : (sports, culture, lieux de rencontre et d'échanges), les zones d'emploi, les zones de détente et de vacances, la nature, le calme, l'air, le patrimoine artistique.

Les problèmes du Cadre de Vie sont également ceux de la spéculation foncière et de la recherche de nouvelles sources de profit.

Le cadre de vie recouvre en fait tous les aspects de la vie quotidienne, et en particulier ceux qui sont liés à la production (pollution, nuisances, habitat populaire) ce qui obligerait naturellement à aborder des problèmes faisant l'objet d'autres questionnaires. Nous nous bornerons donc principalement aux aspects habitat, urbanisme, transport et vie sociale.

I — Situation actuelle et actions revendicatives

1.1. - SITUATION

En quoi le logement, les transports, l'urbanisme sont-ils également une forme d'exploitation, un instrument de ségrégation, d'oppression, de dégradation ?

Quelle part de décision a l'utilisateur dans la définition et l'utilisation de son cadre de vie ? (Est-il imposé ou choisi avec une certaine marge de liberté ? Est-il possible d'agir sur le fonctionnement ou la gestion des équipements collectifs ? Y a-t-il association possible à la conception, à l'élaboration et à la mise en place des éléments du cadre de vie ?)

1.2. - CONTENU DES ACTIONS

Face à cette situation, des actions revendicatives sont menées par les habitants, les locataires, les usagers.

Sur quoi portent ces revendications ? (loyers, charges, équipements collectifs, transports, espaces verts, aménagement et « rénovation » de l'urbanisme, conditions de gestion ou de contrôle d'équipements, etc...).

Que cherchent-ils à travers ces luttes ?

- à améliorer leurs conditions de vie actuelles ?
- à être partie prenante de la décision ?
- à renverser les structures de décision en place ?

Dans leurs luttes, les habitants font-ils une analyse politique de la situation ? Mettent-ils en cause la société capitaliste ? et en quoi ?

Sur quels critères se base-t-on pour dire qu'une action a réussi ou échoué ?

- succès de la revendication ?
- prise de conscience des problèmes ?
- création d'un rapport de forces favorable ?
- prise en mains des problèmes par les intéressés eux-mêmes ?

Comment, pourquoi l'action rassemble-t-elle du monde ? Quelles sont les formes d'actions les plus fructueuses ? Les plus « populaires » ?

Au nom du cadre de vie ne mène-t-on pas des actions contradictoires ou porteuses d'aspirations incompatibles ?

1.3. - COMMENT SE MENENT CÈS LUTTES

Dans quels cadres se mènent-elles ? (associations, mouvements, comités, partis, présence dans les organismes publics et para-publics, etc...)

Les méthodes d'action utilisées et les comportements adoptés sont-ils en rapport avec le type de société qu'on veut mettre en place ?

A quels « pouvoirs » les militants se trouvent-ils confrontés ? Où se situent généralement les « verrous » les plus solides contre ces actions ? (problèmes fonciers, limites territoriales, appareil administratif).

Les actions des militants sont-elles capables, en général, d'utiliser toutes les ressources de la légalité ?

Et dans quelle mesure le respect de la légalité s'oppose-t-il au développement de ces actions ?

Sont-elles récupérables par le système ? Les militants ressentent-ils les récupérations comme positives (but atteint) ou négatives (image de marque du pouvoir en place renforcé) ? Les militants sont-ils capables de situer et d'analyser ces récupérations sans être du coup démobilisés pour l'action ?

Dans les meilleurs cas de ces luttes revendicatives, quels sont les limites et les blocages dans les relations - habitants / élus administration / techniciens ?

Les militants ayant au cours d'actions mis en œuvre des moyens audiovisuels de popularisation (montage, diapos, pièces de théâtre, etc...) pourraient se faire connaître en indiquant le contenu de ces réalisations, et le temps nécessaire à leur présentation.

II — De quels projets ces luttes sont-elles porteuses ?

2.1. - A COURT TERME.

A - Permettent-elles de nouveaux modes de regroupement des individus, de nouvelles relations de groupes, un nouveau style de prise de décision ?

B - Quels sont les éléments qui peuvent être transformés immédiatement pour permettre aux travailleurs de s'approprier leur cadre de vie bâti de non bâti ?

— Dans une perspective de **contrôle** (contrôle des prix, contrôle des charges locatives, contrôle des plans d'aménagement et du développement de l'urbanisme local, contrôle de la gestion des finances locales, contrôle de la gestion et de l'utilisation des équipements, etc...);

— Dans une perspective de **pouvoir** : quels types de procédures pourrait-on et devrait-on mettre en place au plus vite, pour atteindre par exemple les objectifs suivants :

- Suppression des possibilités de spéculation foncière, et maîtrise des sols à bâtir,
- Elaboration publique des plans d'aménagement,
- Initiatives populaires en matière d'équipement,
- Gestion publique des équipements (transports, loisirs, culture) ?

C - Ces revendications ne sont-elles réalisables que dans le cadre d'un gouvernement de gauche ? ou bien sont-elles un moyen d'en hâter la venue ? Lesquelles ne peuvent-elles être satisfaites que par une décision centrale ? Rôle de l'administration centrale, rôle des préfets.

Certaines d'entre elles peuvent-elles être imposées dans l'immédiat à un gouvernement qui se targue de libéralisme ?

Consciente d'accepter un rôle subordonné aux forces dominantes du système, une municipalité socialiste peut-elle, dans le cadre actuel, mettre en œuvre des choix et des méthodes significatifs de son orientation politique ?

Ces choix peuvent-ils s'inscrire dans une perspective autogestionnaire ?

2.2. - A PLUS LONG TERME

Même imposées à un gouvernement libéral, ces transformations peuvent-elles permettre une avancée vers le socialisme :

— par la découverte de l'action collective et de l'efficacité du rassemblement ?

— par la prise de conscience politique qu'elles provoquent dans des catégories habituellement passives ou tenues à l'écart ?

— par le heurt avec l'appareil administratif et la nécessité d'en transformer la nature ?

— par la destruction progressive des bases de la domination et de l'aliénation capitaliste dans le cadre de vie ?

— par la mise en place progressive aussi de contre-pouvoirs, image d'une société future fondée sur de nouveaux rapports entre les individus ?

Ces expériences et ces actions militantes permettent-elles de mieux définir concrètement le projet de société ? (comment la décision peut-elle effectivement être prise par ceux qu'elle concerne ? Comment créer le meilleur équilibre entre cette nouvelle répartition du pouvoir et la délégation de pouvoirs qui reste nécessaire ? Lorsque la décision concerne plusieurs échelons, ou communautés de base, comment peut-elle être conçue et prise en vue de l'épanouissement individuel et collectif ?)

Quelles revendications essentielles portées par des luttes peuvent constituer au moins les bases de mesures de transition concrètes, et quelles mesures nécessaires se dégagent ? (législation foncière ; administration communale et relations avec les élus, conception et fonctionnement de l'appareil administratif, etc...).

III — Organisation politique et cadre de vie

3.1. - Peut-il y avoir une action cadre de vie n'ayant pas de contenu politique ?

3.2. - Peut-il y avoir une action politique n'intégrant pas la dimension du cadre de vie ?

3.3. - Les luttes de cadre de vie rendent-elles nécessaire une organisation spécifique, et quels peuvent en être les critères de regroupement ?

3.4. - Les organisations de lutte du cadre de vie doivent-elles avoir un projet politique dans leurs luttes pour en assurer la cohérence ?

3.5. - De quelle manière ces organisations peuvent-elles être partie prenante du processus de transformation de la société :

- par l'intégration progressive au sein de l'organisation politique ?
- par l'interpellation continue des responsables politiques ?

— en demeurant un premier stade dans le processus de politisation des individus avant leur passage dans l'organisation politique ?

3.6. - au nom de la cohérence de son projet, l'organisation politique doit-elle contrôler l'ensemble des luttes sur le secteur cadre de vie ?

3.7. - quelle part d'autonomie les organisations de luttes du cadre de vie doivent-elles conserver ?

3.8. - la pratique des luttes du cadre de vie conditions d'exploitation et d'aliénation dans l'isme politique ?

Les réponses à ce questionnaire seraient utilement illustrées par :

- un compte-rendu d'une action menée,
- des panneaux d'exposition retraçant différentes luttes.

Elles serviront de base à une synthèse sur les conditions d'exploitation et d'aliénation dans le cadre de vie.

tribune
socialiste
PSU

Directeur de la publication : Jean
LE GARREC.

Cadet photocomposition
IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

« Je m'adresse à toutes celles et à tous ceux qui placent leur espérance dans le socialisme... »

... A toutes celles et à tous ceux qui, par leur action et par leur vote lors de cette campagne électorale, ont créé l'un des plus vastes mouvements populaires de l'histoire de ce pays.

Il faut le redire avec force : parce qu'elle a su gagner la confiance de la jeunesse et des forces du travail, parce qu'elle a solidement établi son unité, la gauche est maintenant porteuse d'une immense espérance. Elle seule sera capable, un jour, de façonner l'avenir, un avenir à la hauteur de notre peuple et de notre pays.

Voici pourquoi commence aujourd'hui une nouvelle étape de notre combat qui sera celui de toutes les forces qui se sont unies au cours de ces dernières semaines : organisations politiques, syndicales, culturelles, mouvements de jeunesse.

Que nous a-t-il manqué ? Il nous appartient de répondre à cette question et rien ne doit être négligé à cet effet. Nul ne doute en tout cas que la gauche française ne vaincra que dans l'unité, la preuve en est maintenant acquise. Cette unité peut et doit avoir des fondements plus solides encore qu'ils ne le sont actuellement. Nous nous sommes battus sous le signe du programme commun de gouvernement dont l'objet s'applique à l'actuelle législature. Ses choix essentiels demeureront les nôtres. Les Français cependant m'ont interrogé sur l'avenir

plus lointain, sur le type de société que nous entendons construire.

Une réponse commune à cette question sera de plus en plus nécessaire : elle est esquissée dans le programme du Parti socialiste. D'autres éléments importants sont apportés par ceux qui se réclament du courant autogestionnaire dans ses composantes syndicales et politiques. Elle ressort des orientations propres au Parti communiste. Elle apparaît dans les positions prises au cours de la campagne présidentielle par des personnes et des groupements rattachés à la candidature de la gauche par refus des structures de la société dominante.

Qu'il s'agisse d'imaginer les apports sociaux nouveaux de la société à construire, d'en harmoniser les formes de développement avec le souci de préserver l'équilibre écologique de la planète, ou plus concrètement, de préciser de quoi sera faite cette meilleure qualité de vie que nous recherchons tous, les forces socialistes disposent de réflexions et d'expériences dont le plein usage n'a pu encore être fait.

Notre tâche aujourd'hui, notre devoir historique est de prendre les dispositions utiles pour que ceux qui se situent dans une perspective socialiste aient les moyens de lutter de manière concertée. Approfondir cette perspective et l'expliquer inlassable-

ment, passer l'action du gouvernement au crible d'une critique constructive mais sans faiblesse, exprimer sur le plan politique la signification et le contenu des luttes sociales, animer sur le terrain les innombrables combats qu'appellent l'avancée de la démocratie et les contrôles collectifs des décisions, tout cela doit être fait en même temps et ne peut plus l'être en ordre dispersé.

Dans le respect des organisations politiques et syndicales de la gauche qui ont à déterminer elles-mêmes leurs méthodes et leurs objectifs et, m'exprimant en ma qualité de Premier secrétaire du Parti socialiste, je souhaite que soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront avant de partir ensemble vers l'étape nouvelle.

Au lendemain de cette campagne, la France entière doit savoir que le socialisme est reparti à l'offensive. Il sera présent dans toutes les batailles sociales et politiques qui s'ouvriront afin de donner demain par sa victoire une nouvelle chance à la France. »

**Appel lancé par
François Mitterrand
le 25 mai 1974**



« **L**e P.S.U. entend contribuer à créer les conditions d'une force politique puissante et crédible, qui permettra de mener à la fois la bataille de classe contre la droite et l'insertion de la perspective autogestionnaire dans la coalition populaire, avec l'appui des forces militantes qui se réunissent autour de cette perspective. Pour aboutir, un tel effort implique le dépassement des organisations existantes. C'est une tâche difficile, mais la victoire de l'ensemble de la gauche en est le prix. »

Résolution de la Direction Politique Nationale du P.S.U. du 26 mai 1974.

« **L**a nécessité d'une force socialiste puissante et populaire, insérée dans toutes les luttes sociales dans et hors de l'entreprise, et capable d'être un pôle de rassemblement autour d'un projet socialiste fondé sur l'autogestion, nous apparaît plus urgente que jamais.

Les soussignés appellent tous les militants qui se réclament du socialisme et qui approuvent cette démarche à manifester leur accord et à mettre tout en œuvre pour la réussite de cette tâche dont l'enjeu est vital pour les luttes d'aujourd'hui et les perspectives de demain. »

Appel lancé le 11 juin 1974 par des militants d'organisations syndicales, familiales, culturelles, locales...